

Comme la Chine est le plus grand pays d'Orient qui soit tombé sous la domination communiste, elle a pris une nouvelle importance en tant que champ d'expérimentation pour l'adaptation des principes marxistes-léninistes aux populations asiatiques et en tant que base de pressions sur le reste de l'Asie. Même si les Canadiens réproouvent la doctrine marxiste-léniniste qu'ont épousée les communistes chinois, nous ne saurions faire abstraction de la Chine et de ses 450 millions d'habitants. Depuis soixante-quinze ans, les Canadiens entretiennent des rapports directs avec le peuple chinois. Nous respectons sa culture ancienne et profondément humaine. Nous admirons le caractère industriel et serein du paysan chinois. Les Chinois sont pour nous des voisins d'outre-Pacifique avec qui nous désirons vivre sur une pied d'amitié et de respect mutuel. Le bien-être du peuple chinois nous intéresse en soi et non en tant que moyen de servir les desseins d'un autre peuple. Nous savons que les problèmes et les épreuves de la Chine dépasseront nécessairement les bornes de ce vieux pays. Il ne faut pas oublier non plus l'amitié que la population de notre pays témoigne depuis longtemps et de diverses façons à la population chinoise.

Question de reconnaissance

Il n'a été exercé sur le Gouvernement canadien aucune pression en vue de l'amener à reconnaître ou à ne pas reconnaître le gouvernement communiste de Chine. Mais si le fait de la domination communiste en Chine est confirmé et qu'il y soit établi un gouvernement chinois indépendant,—je souligne le mot « indépendant »,—capable d'exercer ses responsabilités internationales, et accepté par le peuple chinois, alors, nous devons en temps utile et après consultation d'autres gouvernements amis, reconnaître les faits en présence desquels nous nous trouverons. Si nous en venons à reconnaître le gouvernement communiste de la Chine, il ne suivra pas de là que nous approuvons le communisme en Chine pas plus que notre reconnaissance des États communistes de l'Europe orientale n'a comporté l'approbation de leur forme de gouvernement. Cette reconnaissance devrait cependant aider à maintenir les rapports du peuple canadien avec le peuple chinois, dont il est question plus haut.

Il ne conviendrait pas que je passe à un autre ordre d'idées avant d'avoir formulé quelques observations sur le gouvernement national de Chine, qu'on appelle parfois le gouvernement nationaliste. J'espère que tous les gouvernements chinois continueront d'être nationalistes, au sens le plus large et le meilleur du terme. Dans la vie politique, nationale ou internationale, on fait souvent du perdant un bouc émissaire. Quelles qu'aient été les faiblesses du gouvernement national de Chine, quelle qu'ait été l'impuissance de certains fonctionnaires à porter le fardeau de leurs lourdes obligations,—et elles étaient assurément lourdes,—nous manquerions à la plus élémentaire décence en ne reconnaissant pas que ce gouvernement a été un allié fidèle pendant la dernière guerre et qu'il s'est fait le défenseur et le champion de nos propres conceptions démocratiques.

Il a été question de la possibilité de négocier un pacte du Pacifique qui ferait pendant au Pacte de l'Atlantique. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il est impossible de mettre strictement en parallèles deux situations. Les pays de l'Atlantique-Nord étaient prêts à conclure un pacte de sécurité, mais ce n'est certes pas le cas actuellement des pays du Pacifique. Les pays qui sont au moins aussi intéressés que nous aux affaires du Pacifique,—l'Australie, l'Inde et